ID: 034-213400880-20220701-D2022\_45-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté - Egalité - Fraternité

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

#### Séance du 01/07/2022

Salle du Victor Hugo - Rue des Bleuets - 34660 COURNONTERRAL

Date de convocation : 24/06/2022

Nombre de membres en exercice : 29 Nombre de membres présents : 18 Nombre de suffrages exprimés : 26 Quorum atteint

#### Présents (18):

- William ARS
- Olivier DELMAS
- Patricia BELKADI
- Norbert ISERN
- Karine TURLAIS
- Yoann AGATI
- Geneviève SOLACROUP
- Anne MACIASRoseline PONS TERME
- Marc OLIVIER
- Anne GACHON GARRIDO
- Gautier VIDAL
- Emilie BRIGNARD
- Paul MARTINEZ
- Anne-Marie DELOBEL
- Pascale GRIPON
- Jean-Pierre CAMBON

- Marion LIGIER

#### Absents représentés (8) :

- Marie-Line GIBERT : pouvoir à Roseline TERME
- Eddy GOMMERET: pouvoir à William ARS
- Flavien MERCADIER : pouvoir à Olivier DELMAS
- Julien SAVARD : pouvoir à Jean-Pierre CAMBON
- Pascal PANTHENE : pouvoir à Marion LIGIER
- Jean-Luc DELAGNES : pouvoir à Jean-Pierre CAMBON
- Sylvie VALETTE : pouvoir à William ARS
- Patrick MOREAU: pouvoir à Norbert ISERN

#### Absent (3):

- Ariane CHAZERAND AZOULAY
- Céline DUCOUDRAY
- Olivier CARNET

Secrétaire de séance : Olivier DELMAS

# DELIBERATION N°D2022-45 – CONVENTION FINANCIERE RELATIVE AU FORFAIT COMMUNAL POUR LES ECOLES SOUS CONVENTION – OGEC SAINTE JEANNE D'ARC

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'article L.442-5 du Code de l'Education dispose que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public.

L'article 11 de la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance codifié à l'article L.131-1 du code de l'éducation instaure l'instruction obligatoire dès l'âge de 3 ans.

L'article R.442-44 issu du décret n°2019-1555 du 30 décembre 2019 relatif aux modalités d'attribution des ressources dues aux communes au titre de l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire indique qu'en ce qui concerne les classes élémentaires et préélémentaires, les communes de résidence sont tenues de prendre en charge, pour les élèves domiciliés sur leur territoire et dans les mêmes conditions que pour les classes correspondantes de l'enseignement public, les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat, sous réserve des charges afférentes aux personnels enseignants rémunérés directement par l'Etat.

L'article 17 de la loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 mentionne que l'Etat attribuera de manière pérenne une compensation financière à chaque commune qui ne versait pas déjà un forfait pour les élèves de maternelle, sur le différentiel de dépenses dans la limite de la part d'augmentation résultant directement de l'abaissement à 3 ans de l'instruction obligatoire.

Il convient donc d'encadrer par une convention financière le montant et les modalités de versement à l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) pour l'école Sainte Jeanne d'Arc, sous contrat d'association avec l'Etat depuis le 10 décembre 1986.

Envoyé en préfecture le 12/07/2022

Reçu en préfecture le 12/07/2022

uffiché le 12/07/2022 룩 🚾

THE IE TZ/OT/ZOZZ

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012.

Le forfait par élève est égal au coût moyen par élève constaté dans les écoles publiques de la commune de Cournonterral calculé à partir des données issues du compte administratif.

Pour 2022, il est de 1106,01 euros pour les élèves des classes maternelles et de 350,55 euros pour les élèves des classes élémentaires.

Le montant du forfait communal versé annuellement par la commune de Cournonterral est égal à ce coût de l'élève des classes publiques maternelles et élémentaires multiplié par le nombre d'élèves de l'école Sainte Jeanne d'Arc soit 55 131,84 euros pour 2022.

Après avoir présenté la convention, Monsieur le Maire propose au Conseil :

- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- de l'autoriser à la signer et de procéder à son exécution.

### **LE CONSEIL:**

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, APPROUVE en leur entier les propositions qui lui sont faites. FAIT ET DELIBERE A COURNONTERRAL, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme,

1/ //

William ARS